

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
BRANCHEMENT ENEDIS
40 avenue de Cherbourg
Entre le 2 et le 27 juin 2025**

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

Vu la loi n°82.213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-2 ;

Vu le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R.417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R.411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière ;

Vu le Code Pénal, notamment l'article R610-5 ;

Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

Considérant la demande de Mme BOURGEOISE Julie, représentante de l'entreprise SATO, concernant le branchement ENEDIS, 40 avenue de Cherbourg à VAUX-SUR-SEINE ;

Considérant que ces travaux nécessitent certaines restrictions temporaires de stationnement, au droit du chantier ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Entre le 2 et le 27 juin 2025, et de 09h00 à 16h00, du 34 au 44 avenue de Cherbourg à Vaux-sur-Seine (78740), le stationnement sera interdit à tout véhicule et déclaré gênant, ceci afin de permettre le branchement ENEDIS.

Article 2 :

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise aura la charge de la mise en place de la signalisation nécessaire et adéquate du chantier avec feux tricolores de chantier ou hommes trafic en cas d'alternat de la circulation. Ceci, en préservant la sécurité des usagers et en laissant le libre accès aux riverains.

Article 3 :

L'entreprise intervenante sera chargée d'afficher le présent arrêté au droit des travaux au minimum 7 jours avant leur commencement.

Article 4 :

Toute infraction au présent arrêté sera sanctionnée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Monsieur le Responsable des Services Techniques de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Madame la Responsable du service de Police Municipale de la ville de VAUX-SUR-SEINE
- Madame BOURGEOISE Julie, représentante de l'entreprise SATO

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 6 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois après transmission auprès des services de l'Etat, à compter de sa notification, de son affichage ou de sa présente publication.

Fait à VAUX-SUR-SEINE, le 7 mai 2025

**Le Maire,
Jean-Claude BRÉARD**

